

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

1	NANTES
9	ST NAZAIRE
6	<u>travailleurs</u>
4	<u>et</u>
	<u>organisations</u>

(critique de l'appel de Nantes)

LE NUMÉRO

mensuel

I franc

Supplément au numéro 33 - NOVEMBRE 1964

incinies = s' - nazaire

travailleurs et organisations

Ce texte va peut-être soulever des protestations, y compris chez les camarades I.C.O. Il faut que chacun comprenne bien que nous ne partons pas en guerre: nous n'apportons pas de vérités, encore moins de VERITE; nous voulons amener à discuter, à réfléchir, à comprendre. C'est à cela qu'il faudra penser si jamais un passage déplaît parce qu'il ne correspond pas à vos idées, à votre engagement.

LES FAITS:

Ce qui s'est passé à Nantes - St Nazaire peut être déformé ou inexact; les camarades de Paris qui ont décrit ces faits n'ont pu le faire qu'à travers des informations diverses, et ils savent ce que valent les informations. Ils ont surtout cherché à en expliquer ce qu'ils en comprenaient d'après leur expérience de travailleurs. Est-ce notre faute si les militants présents à St Nazaire ou à Nantes, ceux là même qui nous en ont tant parlé ces derniers six mois, ne s'intéressent et ne parlent que de ce qui peut servir leur organisation ou leur tendance, n'écrivent finalement que l'histoire de leur propre organisation, laissant de côté ce qui vient réellement des travailleurs. Quant à ceux-ci il n'y a personne en général pour écrire leur véritable histoire et la communiquer aux autres travailleurs.

LES IDEES:

ne sont absolument pas du style "il faudrait" ou "il devrait". C'est simplement ce que quelques uns d'entre nous pensent. Nous savons que les idées (aussi bien les nôtres que celles des autres) peuvent être le produit d'une connaissance, d'une expérience limitée, qu'elles tendent à se fixer alors que les techniques et les structures sociales qui sont à leur origine continuent à évoluer. Tel qui croit être à l'avant-garde est en réalité à l'arrière garde. C'est seulement par l'échange incessant des expériences et des idées qui en découlent, par notre souci de regarder la totalité des choses en face, par la confrontation constante des théories et de la pratique, que nos idées cesseront d'être limitées, figées, ou périmées. Moins que jamais, à notre avis les travailleurs ne sont disposés à accepter les idées toutes faites que les propagandistes de toutes sortes continuent de déverser pour les conquérir.

Ce texte n'a été tiré qu'à 200 exemplaires. Dans la mesure où il suscitera des critiques, des discussions, nous le compléterons; dans la mesure où des camarades pourraient le diffuser, nous en ferons un nouveau tirage avec l'apport de la discussion l'aura enrichi.

LES GREVES dans la Loire-Atlantique

I- DECEMBRE 1963:

Une lutte pour les salaires La grève des traminois Nantais (I)

Revendications de salaires. Propositions syndicales 140 à 180 frs par mois, hiérarchisés, grèves de 24 heures. C'est le rituel: des actions sporadiques pour de grosses augmentations.

Le 5 décembre 1963 à une assemblée générale, les traminois votent par 135 voix contre 50 la grève illimitée, contre les responsables C.G.T.

Le 20 décembre, le délégué CGT accepte, sans consulter personne, la reprise du travail contre une prime annuelle de 30 Frs. Par 261 voix contre 165, la grève continue malgré tous les efforts CGT et CFTC pour l'arrêter. Le 23 décembre le service d'entretien reprend le travail à l'appel de ces deux syndicats.

L'Union départementale FO (sous influence anarcho-syndicaliste) essaie d'étendre la solidarité malgré l'opposition CGT et CFTC: les militants syndicalistes révolutionnaires sont mobilisés. Peut-être espèrent-ils retrouver la base d'agitation de 1955: réunion de militants, tracts demandant que les responsables syndicaux organisent un débrayage de 24 heures avec meeting.

Le 6 janvier nouvelle tentative CGT-CFTC pour la reprise (repoussée par 191 voix contre 60). Malgré l'obstruction, une manifestation de solidarité a lieu le 8 : 8.000 travailleurs y participent (celle du 21 février en groupera 70.000).

Les syndicats CGT et CFTC poursuivent séparément les pourparlers, la majorité pour la grève s'amenuise et le 9 janvier, après 39 jours de grève, le travail reprend avec 18 frs mensuels uniformes pour tous.

Une brève Conclusion:

- c'était une grève pour les salaires,
- les anarcho-syndicalistes ont pu empêcher les manoeuvres de la CGT et de la CFTC, mais la grève est restée isolée à un moment où à St Nazaire, un conflit plus important se développait autour des licenciements. Cela contredit le rôle essentiel que les syndicalistes révolutionnaires attribuent à leurs militants dans les luttes (le même rôle dirigeant que n'importe quels bureaucrates de parti ou de syndicat). Les variations du nombre de votants dans les votes cités ci-dessus laisse supposer que chaque syndicat, y compris FO, faisait voter au moment lui paraissant le plus favorable.

(I) toutes les précisions figurant ci-dessus sont tirées de "L'Anarcho-syndicaliste" (mars 64), bulletin de l'Union anarcho-syndicaliste -tendance Hébert- (M. Gatineau, 107 Rue Jean Jaurès, St Florent, Niort, D.S.) la relation de la grève est donc vue par des anarcho-syndicalistes "travaillant" dans Force Ouvrière; beaucoup de détails concernant les manoeuvres entre les bureaucraties syndicales; par contre il n'y a rien sur la grève telle que les traminois l'ont faite pendant quarante jours.

- l'action de ces militants aurait pu avoir un sens dans la mesure où elle aurait montré la contradiction entre les revendications et l'action ouvrière d'une part, la tactique et le rôle des syndicats d'autre part. Mais comme ils sont tous à F.O. (et essaient de pousser les centrales à organiser la lutte) tout devient ambigu: la lutte prend l'allure de rivalités entre syndicats (et redore le blason de FO); elle revalorise les centrales syndicales dans leur fonction actuelle puisque les travailleurs, s'ils suivent ces militants "révolutionnaires" demandent aux syndicats "d'organiser leur lutte" (ils organiseront d'ailleurs la grande manifestation préconisée mais au moment choisi par eux, en lui donnant un sens politique, lorsque la grève des tramots sera terminée depuis longtemps.

II- JANVIER 1964:

La fermeture d'une entreprise Les Fonderies de St Nazaire.

Une date: la grève des tramots nantais se termine le 9 janvier juste au moment où, à Saint Nazaire, les syndicats "engagent l'action" contre les licenciements (10 janvier).

La structure d'une entreprise capitaliste varie suivant ses propres nécessités, financières, techniques, commerciales. Les décisions de modifier, de supprimer, de créer, relèvent du pouvoir d'autorité des dirigeants et leur sont dictées par une question de vie ou de mort de l'entreprise capitaliste (question qui est, en même temps celle du maintien du profit, de l'expansion nécessaire pour fixer un capital de plus en plus grand, du maintien en place des dirigeants). Accuser les dirigeants de vouloir créer volontairement du chômage nous paraît aussi absurde que de les accuser de vouloir réduire volontairement l'activité de leur entreprise.

Pour un travailleur, discuter de l'opportunité de telle ou telle mesure c'est se placer sur le terrain de l'entreprise capitaliste, c'est se poser en éventuel dirigeant (ce que font les syndicats). Pour un travailleur, refuser les conséquences des décisions, c'est contester le pouvoir de décision des dirigeants, c'est-à-dire toucher à l'essentiel. C'est ce qui fait que sur un point de détail, la lutte peut devenir capitale, mais les formes de lutte doivent être à la mesure de l'enjeu (exemple Decazeville ou Trieux). Si elle ne prend pas cette forme, ou si elle échoue (isolément), elle n'aboutit, au pire, à rien, au mieux à un renforcement des cadres de domination sur les travailleurs (syndicats, organismes paritaires divers d'aide sociale). Le pouvoir de décision des dirigeants, non seulement est préservé mais pourra s'exercer dorénavant, sans conflit puisque la solution a été trouvée. Le résultat, est que le syndicat, à la faveur de ces luttes, s'installe de plus en plus dans les sphères de discussion des modalités d'application des décisions prises en dehors d'eux, dans les sphères dirigeantes: de toute manière, que ce soit pouvoir de décision ou pouvoir de discussion, les travailleurs n'interviennent pas.

LES FAITS /

conséquence de l'évolution de la construction navale, Les Fonderies

de Saint Nazaire (sous-traitant des Chantiers de l'Atlantique (I)) annoncent début janvier le licenciement pour le 8 février, de 258 ouvriers.

L'action des centrales syndicales vise à "faire accepter", tout en essayant de tirer un profit politique local- et national . Le thème de cette action, on le retrouvera tout au long de ces quatre mois de "lutte contre les licenciements": le gouvernement "veut" créer des poches de chômage, il faut faire "reculer le pouvoir personnel", il faut s'unir derrière le " comité de défense de l'emploi", élaborer un "programme commun" ,etc...

Des défilés, des débrayages, et des meetings: 8.000 métallos le 10 janvier, 30.000 "avec les paysans" le 22 janvier pour porter une résolution à la Préfecture.

"Les témoins de l'imposante manifestation qui s'est déroulée le 22 janvier à St Nazaire ont été frappés par le calme et la dignité des quelque 30.000 participants. Etonnant cortège, où se trouvaient aux côtés des métallos, une quarantaine de maires, des parlementaires , des marins pêcheurs, des paysans, des employés, des commerçants, des prêtres, et même quelques religieuses "

("Vie Française-" journal financier du 7/2/64)

Mais il n'y a plus que 6000 manifestants le 28 janvier; tout se termine par une entrevue avec le premier ministre le 29 janvier... et l'annonce le 30 janvier que les licenciements sont avancés au 1er février, les salaires étant payés jusqu'au 8 février.

Et les travailleurs ?

Une tentative a eu lieu bien tardivement, le 27 janvier, de dépasser les promenades et les palabres syndicaux. Peut-être est-ce la raison de l'avancement des licenciements.

En voici le récit, tiré de Ouest France, quotidien catholique de l'Ouest (28/1/64) (on n'en a pas trouvé ailleurs) :

" ..(les ouvriers) décidaient de rester après la débâche, dans l'usine où ils devaient passer la nuit. Toutes les dispositions avaient été prises. Des bottes de paille furent amenées dans le réfectoire et devaient servir de couchettes...

"A 19h40, le commissaire central de St Nazaire, se rendait aux Fonderies pour demander aux ouvriers d'évacuer l'usine... A l'issue de cette entrevue les ouvriers des fonderies tinrent une réunion dans le réfectoire: "depuis un mois, dit un délégué, on n'a rien fait pour nous . Nous voulons que notre situation douloureuse soit enfin prise en considération (2) "

- (1) le sous-traitant est une petite entreprise spécialisée dans une fabrication pour une entreprise plus importante; l'entreprise sous traitante dépend entièrement de son "client". Les Chantiers de l'Atlantique peuvent ainsi décider de la suppression des Fonderies, entreprise en apparence indépendante, si tel est son intérêt.
- (2) on peut relever ce "on n'a rien fait pour nous" qui semble englober tous les dirigeants y compris syndicaux, et qui exprime la passivité de ceux qui attendent des dirigeants qu'ils "fassent quelque chose".

" Vers 21h15 une nouvelle entrevue avait lieu avec le commissaire central de St Nazaire. Les délégués indiquèrent à nouveau qu'ils ne voulaient pas quitter l'usine. Les secrétaires des syndicats, qui s'étaient joints à eux, abondèrent dans le même sens. "Laissez vous traîner comme les noirs en Amérique" dit M. Busson, le secrétaire du syndicat CGT des métaux . (I)

"50 gardiens de la paix envahissaient peu après le réfectoire de l'usine où quelques bousculades se produisirent, de nombreux travailleurs se refusant à quitter les lieux. Pendant ce temps, la sirène des Fonderies hurlait à la mort dans la nuit. A cet appel, 150 personnes de l'extérieur accouraient et se groupaient devant la grille de l'entrée. On sentait que la température montait. Les ouvriers entonnèrent l'Internationale.quelques ouvriers avaient bien évacué le réfectoire, d'autres se laissaient traîner dehors, mais il apparut rapidement qu'ils ne voulaient pas sortir de l'établissement.

"Vers 21h45, il était fait appel aux CRS qui arrivaient 10 minutes après pour procéder à l'évacuation des fonderies. Les CRS pénétrèrent dans l'usine par une porte située près de la direction et prirent position dans la cour. Mais ils n'eurent pas à intervenir. Pendant ce temps les manifestants avaient sorti les bottes de paille amenées sur place qui devaient leur servir de lit pendant la nuit et ils s'y couchèrent en signe de protestation. C'est alors que les gardiens de la paix... transportèrent les manifestants à la porte de l'usine. Mais aucun incident ne se produisit. A 22h30, tout était terminé"

La même scène recommence le mardi 28 janvier en fin de journée: toujours une soixantaine d'ouvriers sur 250, police, évacuation. De nouveau le mercredi 29 :

" 70 ouvriers de la Fonderie, ont pour la troisième fois occupé les ateliers à 18 heures. Pour obtenir l'évacuation, les policiers durent démonter les portes du réfectoire où s'étaient enfermés les métallurgistes. Quelques ouvriers opposèrent la force d'inertie et durent être portés par les agents jusque dans la cour. Plusieurs centaines de Nazairiens s'étaient, pendant ce temps, rassemblés dans les rues voisines. La grande grille céda bientôt sous la pression extérieure et la police dut refouler quelques dizaines de personnes tandis que les CRS étaient appelés en renfort. Vers 21h la dispersion s'effectuait sans incident notable ..."

(Le Monde, 30 Janvier).

C'est alors que pour "éviter des troubles", la fermeture des ateliers est avancée de 8 jours (150 ouvriers), le reste continuant à travailler:

" Les 150 autres ouvriers réduits à l'inaction, massés à 8 heures devant la porte, ont entendu M. Piconnier (CGT) porte-parole des trois syndicats, annoncer que ceux-ci avaient mis au point un plan de bataille et n'abandonneraient pas la lutte malgré la fermeture. Les métallurgistes se sont rendus en cortège à la mairie où une délégation a été reçue. Ils ont décidé de se réunir tous les matins devant la fonderie. Ils distribueront ensuite des tracts en ville "

(Le Monde - 1^o Février).

(I) Les dirigeants CGT prêchent la non violence devant la police

Une conclusion /

- action de militants ou réaction de la base, la lutte sur le plan de l'usine est restée sporadique (60 sur 250 ouvriers) et isolée (pas de réaction des Chantiers de l'Atlantique, pas plus des syndicats que des travailleurs eux-mêmes). On doit en conclure que seule une minorité s'est sentie touchée par les licenciements et qu'à leur égard il n'y a eu aucune solidarité de classe. Dès ce moment, on pouvait conclure qu'il n'y avait pas de situation "favorable" telle que les minorités révolutionnaires en ont vu après.
- Patronat et gouvernement ont pu agir en toute liberté; leur pouvoir décisionnaire est resté entier. Les licenciements des Fonderies ont été ainsi un test pour ceux des Chantiers de l'Atlantique: au moment où la fermeture des fonderies est avancée de 8 jours, 650 licenciements sont annoncés sur les Chantiers.
- les velléités d'action autonome sont facilement étouffées par la tactique syndicale; par cette insolite "non violence"; puis l'action propre des fonderies sera noyée dans la grande manifestation annoncée à Nantes pour le 19 février.
- si les dirigeants peuvent ainsi précipiter les licenciements c'est que les travailleurs paraissent bien encadrés par les syndicats; ils participent "dans le calme" aux manifestations, ils attendent sans lutte que les choses s'arrangent par la collaboration des bureaucrates locaux aux comités divers, spécialisés dans l'aménagement des conséquences sociales prises par les entreprises capitalistes. On est bien contraint de dire qu'ils ne considèrent pas, dans leur majorité, que leur situation présente soit menacée, qu'il soit nécessaire ou possible d'intervenir autrement pour que change cette situation.

III- FEVRIER- MARS 1964

Saint-Nazaire.

Licenciements aux Chantiers de l'Atlantique.

Nous pourrions épiloguer pendant des pages, comme bien d'autres l'ont fait sur les causes des licenciements à Saint-Nazaire. On a trouvé ces discussions dans la plupart des journaux ou bulletins syndicaux, dans la bouche des dirigeants de tous ordres, syndicaux, gouvernementaux, patronaux, les uns justifiant les mesures les autres les critiquant et avançant des solutions de remplacement (I); il nous paraît préférable de faire quelques observations sur ce qui apparaît ainsi comme un "dialogue" entre les dirigeants sur les mesures propres à aménager la société capitaliste.

(I) C'est une chose de refuser ou d'accepter les conséquences matérielles d'une décision ce que font les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas quotidiennement d'autres possibilités. C'est autre chose de proposer des solutions: ou elles sont révolutionnaires et posent le problème de la révolution elle-même; ou elles ne le sont pas et deviennent purement démagogiques, avec des contradictions qu'il serait facile de souligner.

- Le capitalisme

malgré sa forme bureaucratique, et sa prétention de planification à l'échelon national continue de prendre des décisions sous la poussée d'impératifs de concurrence internationale; il est frappant de voir aussi bien dans les marchés passés que dans les suggestions de marchés, combien une industrie importante dépend presque entièrement des commandes internationales.

- Au projet des techniciens du capitalisme de vouloir planifier, c'est-à-dire de parvenir à une certaine régulation du système préservant la place de la classe dominante, répond le même projet de techniciens du syndicalisme dans le même but, mais avec des hommes et des modalités différentes. C'est par exemple Hébert anarcho-syndicaliste, leader local FO qui déclare à Nantes, le 19 février: " le rôle de l'Etat est de développer les investissements publics". N'importe quel dirigeant est d'accord là-dessus. Leur position commune est de fixer des structures qui s'imposent aux travailleurs.

- les dirigeants syndicaux

accusent les dirigeants politiques ou patronaux "d'imprévision" ce faisant, ils admettent la possibilité d'aménager et de planifier dans le cadre capitaliste, et ils reconnaissent aux dirigeants actuels le pouvoir et la capacité pour le faire. Mais, ils s'englobent aussi dans les mêmes reproches d'imprévision. Dans un article de "La Révolution Proletarienne" (3/64) Malnoc, dirigeant FO de la Loire Atlantique, déclare, après avoir exposé de nombreux arguments techniques: "Nous savions que la crise était inévitable"? Mais alors, ils ne sont même pas de bons réformistes. C'est l'aveu de leur incapacité, ou de leur impuissance, ou de leur inutilité. Sinon, que n'ont-ils fait pour prévenir par tous moyens une crise qu'ils présentent comme catastrophique.

- la réalité

et cela bien peu le disent, c'est que s'il y a crise dans la construction navale, il n'y a pas actuellement crise de l'emploi. Contrairement à tous ce qu'on nous corne aux oreilles depuis des années (ça ne veut pas dire que ça durera) Il faut lire les pleunicheries de toutes sortes qui ont suivi la déclaration synique de Pompidou: " Chacun ne peut songer à rester dans l'emploi qu'il occupe, au lieu où il se trouve ", pour comprendre à quel point la société capitaliste a fait de l'individu un animal domestique capable de "peurs" et incapable de faire face, fut-ce égoïstement, au moindre changement (qui peut être bénéfique si l'on se place sous l'angle étroit de l'emploi et du salaire). Qu'ont fait d'autres dans le passé, et actuellement, des générations de salariés. Cela est d'ailleurs différent du problème capital de fixer soi-même son choix au lieu d'être contraint. Mais les bonzes syndicaux se placent sur le terrain de la peur qui doit suivre le salarié comme son ombre: "s'expatrier est synonyme de malheur" (déclaration de l'Express- 13/2/64) "Pas de déportation". (discours de Nantes le 19 février).

Le problème n'est pas d'accepter ou non ces licenciements, c'est de savoir si les hommes acceptent de vivre dans une société où ils ont toujours été et restent des exécutants soumis à des décisions prises en dehors d'eux. Réduire le problème à quelques "cas secourables", le voir sous l'angle d'une lutte révolutionnaire, nous paraissent les deux termes du même faux dilemme: lutte ou aménagement. La plupart des travailleurs acceptant leur licenciement et résolvant individuellement leur situation, il n'y a pas de lutte (malgré tous les efforts des minorités révolutionnaires) et l'ensemble de "l'action" (celles des révolutionnaires et celle des réformistes) débouche sur une cuisine autour du Fonds National de l'Emploi.

Le récit de "l'action contre les licenciements" montre bien le parti que chacun essaie de tirer des événements au profit de son organisation par l'effet

d'une propagande: tous sont d'accord au départ sur un point, présenter l'opération comme une manoeuvre patronale et gouvernementale, comme une catastrophe, comme une menace pour tous les travailleurs. Selon l'étiquette et les besoins de leur recrutement, les mots d'ordre divergent, les travailleurs suivent ou ne suivent pas, mais en réalité, ils n'engageront pas de lutte par eux-mêmes : tout restera comme le patronat l'a décidé dans son propre intérêt. (I)

En fin de compte, tout ce qui sera proposé et fait, gardera un caractère politique et à aucun moment celui d'une lutte sociale. Même le mot d'ordre de façade des syndicats "diminution de la durée du travail, abaissement de l'âge de la retraite", sont plus une revendication politique qu'ouvrière: pris sous l'angle syndical cela aboutit à des palabres sur l'orientation des investissements, l'orientation de l'emploi, le rôle de l'état. Et dans ce domaine, les cartes sont truquées contre les travailleurs: chacune des organisations envisage une gestion politique selon ses options, ses liaisons d'intérêts. Aucune des critiques ne se place sur le terrain d'une véritable lutte sociale mais dans la valeur d'objectifs ou d'actions à l'égard du pouvoir politique, de l'état.

La tactique employée découle directement de ce caractère politique. Sur un plan profond, tout se passa en dehors de l'usine, pour faire pression sur le pouvoir politique et l'amener à "prendre des mesures". Ceci explique le type de manifestations. Elles doivent n'atteindre que le degré fixé par les options politiques à court terme des organisations en cause à l'égard du parti au pouvoir actuellement. Ceci explique le caractère donné aux manifestations: toutes classes réunies (ouvriers, commerçants, paysans, etc..) contre le gouvernement gaulliste, rassemblements sans perspectives parce que tout doit se canaliser sur le plan électoral.

Il est significatif de relever ici même que les organisations dites "révolutionnaires" (trotskystes, Voix ouvrière) se placent toutes sur ce terrain politique. Ils critiquent une pétition à De Gaulle, mais ils adressent une lettre au Comité de défense de l'emploi ou demandent aux syndicats qu'ils "agissent pour". Au lieu d'une manifestation à Nantes, ils proposent une manifestation à Paris. Tout n'est qu'une question de degré; au fond, il n'y a pas de différence par rapport à une véritable lutte sociale.

Les manifestations se réduisent à un calendrier: elles sont centrées autour du "Comité de défense de l'emploi" où l'on retrouve les dirigeants de toutes les organisations s'appuyant sur toutes les classes sociales (y compris le petit patronat local)-marche sur Nantes le 6 février, lettre à De Gaulle, grand rassemblement de 70.000 à Nantes le 19 février (mot d'ordre syndical "dans le calme et la dignité, attirez par des manifestations variées et massives l'attention sur votre région").

Tout ce battage et cet encadrement bien assurés, voici le déroulement des licenciements:

10 mars: (l'horaire a déjà été réduit antérieurement de 48 à 44h, puis à 42h) annonce aux délégués de 600 licenciements pour le 15 mars- 354

(I) Il est curieux de noter que le patronat dans toute la propagande autour de St Nazaire reste symbolisé par Pinezon, le directeur des Chantiers de l'Atlantique. Personne ne parle du groupe Fould, groupe sidérurgique et bancaire à l'échelle européenne, propriétaire entre autre des Chantiers de l'Atlantique, des Aciéries de Pompey... La décision concernant tant les Fonderies que les Chantiers a donc été prise au niveau des groupes financiers, la direction ou le gouvernement n'étant que des exécutants. Quel sens donner à cette omission générale, ce refus de situer le véritable conflit social. Peut-on le rapprocher du soutien électoral apporté par la gauche-PC compris à un membre de la famille Fould- Achille Fould- élu député de la Gironde en 62 comme candidat "d'opposition gaulliste".

pré-retraite à 62 ans et 246 licenciements; riposte: débrayages et rassemblements devant la direction.

11 mars: voici le récit tiré de la presse locale (l'Eclair, 12/3/64):

"Une réunion syndicale s'était tenue hier matin; il y avait été décidé de demander une nouvelle audience au directeur local.

"Pour appuyer cette dernière démarche, un débrayage eut lieu à 14h30 et comme mardi, les ouvriers et employés se massèrent auprès de l'immeuble de la direction.

"C'est alors que se situe un petit incident. Un jeune ouvrier attendait dans les couloirs de la direction les résultats de l'entrevue des délégués avec M. Boyer directeur, ... Ce jeune ouvrier aurait été ceinturé par un gardien des chantiers qui se serait emparé de la carte d'identité du jeune homme et de son marron de pointage... Quelques bousculades se produisirent à ce moment là.. Les délégués décidèrent de demander une nouvelle audience pour protester.. Pendant que se déroulaient ces pourparlers, quelques dizaines d'ouvriers saisissant une échelle défoncèrent les vitres d'une fenêtre. Ils pénétrèrent dans l'immeuble de la direction par le bureau d'accueil et accédant à la cantine des ingénieurs, ils passèrent des denrées alimentaires par les fenêtres dont de nombreuses vitres furent cassées. Quelques dossiers voltigèrent également ainsi qu'une chaise pour venir atterrir dans la cour...

"Les responsables syndicaux, Malnoe, Toby, et Busson, descendirent de la direction et donnèrent le compte rendu des conversations qu'ils avaient eu avec le directeur. Ils précisèrent qu'ils avaient demandé à celui-ci de leur ménager pour le soir une entrevue avec Monsieur Pinczon. Ils signalèrent également qu'on leur avait donné l'assurance formelle que l'usine ne serait pas lock-outée et que le travail reprendrait normalement ce matin: "maintenant, dirent-ils à l'assistance, composée alors de quelques centaines d'ouvriers, "c'est à vous de prendre vos responsabilités. Voulez-vous occuper les ateliers dès ce soir, ou préférez-vous attendre jeudi où nous serons tous là pour prendre une décision?"

"Devant les avis divers qui se faisaient jour, un vote à main levée eut lieu. Considérant que l'effectif total des chantiers était loin d'être présent beaucoup d'ouvriers refusèrent d'engager une action dans de telles conditions... Les responsables... demandèrent aux manifestants de se retirer calmement".

Pour incomplet que soit ce récit, il permet de dire, comme pour les Fonderies:

- qu'il n'y a pas d'action ouvrière, les tentatives d'une infime minorité (base ou "militants révolutionnaires cherchant une amorce") restent isolées
- que les syndicats acceptent (comme la grosse majorité des travailleurs) les licenciements, puisque lors des entretiens qu'ils viennent d'avoir ils ont proposé un aménagement de ceux-ci (pré-retraite à 61 ans au lieu de 62).

C'est sans doute cette constatation qui autorise dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12, le directeur des chantiers de répondre aux délégués syndicaux: "s'il existe, comme vous me le reprochez, des injustices flagrantes, je suis prêt à en discuter pour un éventuel repêchage. De toute façon, le chiffre annoncé sera maintenu". (Pinczon-relaté par l'Eclair; 13/3/64).

12 mars:

"Le calme régnait à l'embauche. Dans la matinée, les représentants syndicaux décidaient de demander à leurs mandants de débrayer à 15h30

"le refus des licenciements, les ouvriers atteints n'ont pas rendu "leur coffre" et lundi matin, ils se rendront au travail comme l'ont demandé les syndicats". (15-16 mars 1964).

Débrayages et palabres syndicaux alternent. Le 16 mars, sans doute pour faire quelque chose, un chef syndical local déclare :

"Nous sommes poussés par la base. On peut dire que 60% des camarades sont favorables à une action directe. Celle-ci pourrait revêtir diverses formes dont l'occupation des locaux". (Monde, 17/3/64).

Occupation "sur ordre" le 17 mars, de 18 à 20 heures avec sortie en cortège et appel au calme.

Le 21, 6 ouvriers licenciés sont réintégrés; la direction "répare ses erreurs". Le 23, barrages sur les routes (dans le calme) pour distribuer des tracts "appelant à l'opinion" et réclamant la retraite à 60 ans.

Mais déjà à ce moment, seulement 60 licenciés sur 600 suivent le mot d'ordre syndical de continuer à se présenter au travail. Le 24, c'est le grand battage gouvernemental (et des syndicats qui acceptent la discussion sur ce terrain): commandes, usines, aide complémentaire...

Et tout se tasse rapidement.

L'EPILOGUE est divers :

-1 : un règlement d'application aux licenciés du fonds de garantie (c'est le rôtage de cette institution qui permet au capitalisme d'adapter ses structures à son évolution): il est prévu sur la base de 40 h (donc avec diminution au moins de 30% sur la paie de 48h), une garantie de 95% du salaire personnel pour le manoeuvre, de 90% pour les autres. Cette garantie est appliquée:

- 365 jours pour les moins de 50 ans.
- 609 jours pour ceux de plus de 50 ans.
- jusqu'à 65 ans pour ceux de plus de 62 ans.

Les discussions ont plus porté sur la répartition du financement entre les Fonds de Chômage, le Fonds National de l'Emploi, les ASSEDIC et le Fonds de garantie des Chantiers (c'est-à-dire entre l'Etat, le Patronat et des organismes paritaires.)

Ce règlement signé par tous les syndicats le 7 mai 64 (I) va servir de modèle; les autres suppressions d'emploi vont pouvoir se faire sans difficultés (par exemple La Seyne).

-2 : d'autres licenciements suivront: 490 annoncés le 5 mai aux ateliers et chantiers de Nantes (dont 250 pré-retraite); 107 annoncés le 20 août, à l'Omnium technique d'études de Nantes.

-3: l'augmentation de la durée du travail aux Chantiers de l'Atlantique de 42h à 44h à partir du 1^{er} juin en même temps qu'une rallonge de 1.50%.

(I) ils étaient engagés depuis le 12 février 64. On peut mesurer la diligence dans le règlement des questions ouvrières et se demander si ces trois mois n'étaient pas requis pour que les syndicats "fassent leur preuve".

On peut mesurer ce que valent les revendications syndicales et à quel point les dirigeants considèrent les travailleurs comme des instruments. Finalement toute l'opération apparaît comme ayant fait avaler une rationalisation des méthodes, ce dont personne n'a parlé

IV- SAINT-MARS LA JAILLE (Loire-Atlantique)

Un bourg de 2000 habitants -une usine de machines agricoles -établissements Braud - 250 ouvriers.

Conditions dures -et habituelles- d'exploitation des petites usines de province: le patron est maire et conseiller général.

Une première grève de 22 jours déclenchée le 10 février sur l'ensemble des conditions de travail (contre un syndicat maison expert dans le mouchardage).

Peu d'informations sur cette première grève (un bref récit dans l'anarcho-syndicaliste, mars 64). Elle cesse alors que la lutte commence à prendre un caractère violent (vitres brisées chez les jaunes, gardien pourchassé,...): le patron accepte de discuter. "Les ouvriers ont conscience d'avoir remporté une victoire" (l'anarcho-syndicaliste -mars 64). Victoire bien éphémère puisqu'une nouvelle grève est déclenchée la mi-avril pour protester contre des déclassements et le report au 1^o janvier de l'accord d'établissement.

Au cours d'un défilé qui suit le meeting du 17 avril, des bouteilles d'essence sont lancées contre la maison du directeur, les vitres des maisons de cadres sont brisées. Actions d'ouvriers exaspérés ou de "militants révolutionnaires" venus pour tenter " d'amorcer" une action? Tout comme aux Fonderies ou aux Chantiers de l'Atlantique, on peut se poser la question. Mais la constatation reste la même ces épisodes violents restent isolés, sans lendemain et sans que les syndicats aient même à développer leurs manoeuvres habituelles. Les travailleurs en cause ne suivent pas.

V- SOCIETE NANTAISE DE FONDERIE:

Pour une question de prime de vacance, les ouvriers ont débrayé le 18 juin à 16 heures; ils ont occupé les bureaux et empêché la sortie du personnel de direction. Dans la soirée ils ont laissé sortir les deux directeurs mais décidé d'occuper pour la nuit l'usine où une centaine d'entre eux prirent leurs quartiers.

On n'a jamais su la suite, mais, dans cette même usine, 53 licenciements en mai n'avaient déclenché aucune action.

Ceci nous semble confirmer ce que nous disions à propos des licenciements.

LA LECON DE CES LUTTES /

Si nous résumons les observations que nous avons faites au cours de cet exposé, nous pouvons conclure qu'en Loire Atlantique les luttes et les réactions ouvrières aux conditions que leur fait le capitalisme, ne sont pas différentes de ce qu'elles peuvent être ailleurs en France en 1963 ou 1964:

I-: quelques luttes dures mais restent isolées pour des questions de salaires ou de conditions de travail, dans des secteurs limités et particuliers (traminots de Nantes, métallos de St Mars la Jaille) de plus ces luttes touchent de petites entreprises.

- 2-: aucune résistance collective réelle aux conséquences de l'évolution du capitalisme et à l'accroissement de la productivité (I) au contraire; acceptation passive des formes de lutte politique sporadiques et stériles organisées par les syndicats dans l'optique politique du moment; il apparaît que les licenciements, ou leur menace, au lieu de créer une solidarité entraînent une sorte de repli individuelle et une rupture de solidarité envers la minorité de travailleurs touchés, une sorte de crainte qui paralyse toute initiative ouvrière et n'amène de participation qu'aux seules actions sans risques parce que quasi-officielles. De plus, même dans le groupe touché par les licenciements, on note une résignation passive qui peut être soit l'acceptation d'un sort qui pourrait être pire, soit l'espérance (ou le fait) de trouver rapidement un autre emploi semblable.
- 3-: Isolament total des tentatives de développer d'autres formes de lutte que celles organisées par les syndicats. Les militants révolutionnaires, l'œil fixé sur les mouvements de l'été 55 pensent qu'il suffit d'une situation sociale et d'une "amorce révolutionnaire" pour entraîner les travailleurs. De plus ils justifient souvent leur présence dans les syndicats par la possibilité d'avoir "le contact avec les masses" précisément pour agir au moment voulu. Les événements décrits montrent une fois de plus que le rôle du militant, présenté comme capital, se réduit à peu de chose et que tout vient des travailleurs eux-mêmes: le militant ne crée rien, au contraire, souvent ses déformations politiques ou son souci de travailler avant tout pour l'organisation font qu'il fait dévier les actions ouvrières dans des voies opposées aux intérêts des travailleurs.
- 4-: A ce moment dans cette région, d'une part les syndicats sont particulièrement efficaces dans leur rôle moderne d'encadrement social d'autre part, une majorité de travailleurs acceptent de participer à des actions dans ce même cadre.

EXAMEN CRITIQUE - LES ORGANISATIONS
(partis-syndicats- groupes révolutionnaires)

LES SYNDICATS/

Insistons sur ce que nous avons dit du capitalisme à propos des licenciements de St Nazaire.

- Les choix du capitalisme: sur le plan national, lui sont imposés par la situation économique mondiale; l'entreprise capitaliste ne peut vivre qu'en expansion. Parler de "volonté délibérée" de produire tel ou tel effet, c'est penser que des hommes peuvent, dans le même mode de production capitaliste prendre d'autres décisions s'ils devaient défendre les mêmes intérêts. C'est donc accepter le système

(I) ce qui ne signifie pas que la lutte ne se déplace pas sur le plan individuel.

capitaliste et penser qu'il est perfectible dans l'intérêt des exécutants, les travailleurs.

- si l'on accepte ainsi le système capitaliste avec ses structures actuelles (c'est-à-dire les notions de profit, de rentabilité capitaliste, de hiérarchie, etc...) les seules décisions qui restent à prendre touchent l'aménagement des conséquences sociales des décisions imposées par la conjoncture. Le gouvernement présente son plan d'aménagement, les syndicats, les partis présentent le leur. Les divergences, malgré les apparences sont minimes. Par exemple, dans le cas de Nantes, l'utilisation du Fonds National de l'emploi, l'affectation des crédits publics, etc.. Il n'y a pas de désaccord sur la base ou les structures du système, mais sur le fonctionnement plus ou moins efficace de ces mêmes structures (par exemple dans le genre "on aurait pu prévoir", "le gouvernement ne fait rien"...) Ceci fait le départ de leur action politique anti-gaulliste.

Ce que les syndicats et partis "de gauche" reprochent aux capitalistes et dirigeants actuels, c'est de "mal gérer" ce qui sous entend qu'à leur place ils pourraient mettre de "bons dirigeants" avec de "meilleures solutions"; les divergences entre organisations viennent du plus ou moins grand degré de dirigisme, de capitalisme d'état qu'ils mettent dans leur sauce. Disons que leur anti-gaullisme commun et l'évolution du capitalisme français vers certaines formes de capitalisme d'état efface plus ou moins ces divergences.

Si l'on considère que les travailleurs doivent agir par eux-mêmes et pour eux-mêmes (et par leur action contester l'ensemble du système même quand cette action débouche sur un aménagement), on doit observer que les syndicats remplissent un tout autre rôle et qu'ils ne peuvent pas en remplir d'autre. Ils transmettent vers le pouvoir les grincements dans l'appareil social (c'est ce qu'ils appellent "attirer l'attention du pouvoir", "alerter l'opinion") ils suggèrent l'huile à mettre ou les pièces à remplacer pour atténuer ou empêcher les grincements; de même vers la base, ils amortissent les conséquences des décisions sans jamais parler de leur sens ou de leur origine.

Si l'on se met à la place des partis ou des syndicats comme organisations dirigeantes des travailleurs, pour entraîner les travailleurs vers un but, alors la critique se situe uniquement sur le plan d'une tactique : c'est ce que l'on entend dans les groupes qui ont essayé de "faire de l'agitation" à partir des événements de la Loire Atlantique; pour eux, les travailleurs sont révolutionnaires et seules les organisations sont défaillantes, seuls les mots d'ordre sont mauvais. Les licenciements et les manifestations de Nantes-St Nazaire ont donné lieu à des prises de position à l'intervention de différents groupes: nous ne parlerons que de ceux qui, à St Nazaire et ailleurs ont tenté d'exploiter les événements et de présenter une version des faits souvent bien éloignées de la réalité.

VOIX OUVRIERE: /

du 25/2/64 N° 8 , contient le texte d'un tract diffusé et affiché en Loire Atlantique après la grandiose manifestation de Nantes du 19 février ainsi qu'un compte rendu de cette manifestation. Situons tout de suite VO pour comprendre son analyse des mouvements de la Loire Atlantique et ses prises de positions; juste par un paragraphe figurant dans tous les numéros de VO:

"De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation "bolchevique léniniste" capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était

"plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des grandes organisations, d'autres encore sautent d'un "courant de pensée" à l'autre. Plutôt que s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance. Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous oeuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti ".

Cette motivation de VO peut évidemment être retournée tout aussi facilement qu'elle est affirmée. Elle procède de la croyance dans la nécessité d'une organisation révolutionnaire et la volonté affirmée d'en construire une "fidèle à la tradition de ..." Les événements du monde des travailleurs doivent donc s'éclairer et prendre à tout prix un sens révolutionnaire.

C'est la conclusion que retire le narrateur de la manifestation du 19 février:

"Ils étaient 70.000 et malgré le vide des discours, ce qui ressort de cette journée, c'est la conscience de la force, des immenses possibilités de cette masse ouvrière qui détient la clé de son propre avenir, même si elle l'ignore elle-même ".

Il y a toujours une force révolutionnaire qui sommeille: c'est le vieux schéma traditionnel. Comme le Prince Charmant pour la Belle au Bois dormant, le rôle de l'organisation est de l'éveiller.

C'est pour cela que VO dans un tract-lettre ouverte s'adresse aux organisations "ouvrières" du Comité de défense de l'emploi. Non que VO croie que ces "organisations ouvrières" accepteront les solutions suggérées; mais par tactique, pour faire coup double: montrer que les organisations ne font rien, donner des mots d'ordre aux travailleurs et poser VO comme la seule organisation capable de diriger les travailleurs. Comme tous les tracts de VO cette lettre ouverte contient de surprenantes ambiguïtés :

-même vu sous l'angle tactique, adresser une demande aux "organisations ouvrières" et à un comité aussi équivoque que le comité de défense de l'emploi, signifie que la classe ouvrière doit attendre "les solutions" de la part des organisations. Somme toute, les travailleurs doivent faire pression sur les organisations pour que celles-ci veuillent bien condescendre à organiser lesdits travailleurs. On doit donner le même sens à la proposition de VO d'une marche sur Paris pour faire pression sur le gouvernement et le patronat. Mais alors que signifie l'autre proposition VO d'une gestion par les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique. Qui est assez naïf pour penser qu'elle puisse être installée par le patronat, ou par les syndicats, même fortement pressés par les travailleurs qui de toute évidence sont incapables de le faire eux-mêmes.

-Pas même VO qui avance ses bons services après avoir constaté souverainement:

"Les travailleurs de St Nazaire ne sont pas prêts à se laisser faire, ils le montrent tous les jours" (est-ce basse flatterie ou aveuglement politique?)

(...) "les militants et sympathisants de VO sont prêts à prendre leurs responsabilités... tant à l'organisation de la marche sur Paris qu'à celle de la gestion démocratique des industries métallurgiques nazairiennes et au besoin à prendre sur eux la majeure partie des problèmes techniques si ceux-ci paraissent être les principales difficultés".

La gestion ouvrière avec VO conseiller technique; la marche sur Paris avec VO organisateur; et VO soulèvera les foules au cours de la marche triomphale. On croit rêver. C'est ça les grands états majors, c'est ça la bureaucratie, c'est ça la gestion ouvrière "organisée". Si les travailleurs étaient capables d'envisager la gestion du chantier, ils n'auraient pas besoin de VO, c'est qu'ils seraient majeurs et capables d'organiser la société. Et ils n'auraient pas besoin de marche sur Paris. Quant à cette marche sur Paris, elle ne diffère pas de la marche sur Nantes: elle est une agitation politique, avec en vue la conquête du pouvoir politique: les syndicats n'ont besoin que de Nantes, VO a besoin de Paris, c'est la seule différence.

- VO considère les travailleurs comme des gens plutôt simplistes; écrire que:

"les pays de l'est ne demandent qu'à acheter la production des chantiers",

c'est faire bon marché des impérialismes et laisser croire que les pays de l'Est sont "bons pour les ouvriers" et peuvent leur donner du travail pour les faire vivre. (1) Ecrire que la gestion ouvrière est une solution "immédiate", c'est-à-dire dans le cadre capitaliste national et mondial, c'est aussi une belle fumisterie.

Nous pourrions continuer comme cela (à propos de l'union avec les paysans par exemple). En résumé, on fera tout ce qu'on peut pour accrocher, pour "faire de l'agitation" comme le disent les camarades de VO, soucieux avant tout de développer l'organisation. Chacun des membres est bien persuadé du rôle qu'il peut jouer pour cela. Et comme les bolcheviks en 17 criaient: "le pouvoir aux soviets" VO lance "le pouvoir aux travailleurs"; c'est peut-être cela après tout la fidélité à la tradition de Lénine et de Trotsky.

Pour nous, le problème est de savoir quel danger présente pour des travailleurs cette prose confuse autant qu'ardente, pour des jeunes cet activisme dans lequel la foi révolutionnaire et triomphante dans leur rôle personnel et dans celui de l'organisation tient lieu de réflexion et de formation.

L'APPEL de NANTES /

Les travailleurs de la Loire Atlantique ont beaucoup de chance avec leur "tradition révolutionnaire": l'histoire -vraie ou fausse- leur vaut beaucoup de sollicitude des organisations révolutionnaires qui se concurrencent pour être leur porte parole et leur guide.

Le souvenir des grèves de l'été 55 (2) hante encore ceux qui les considèrent comme leur oeuvre, trotskystes et anarcho-syndicalistes groupés autour du

(1) Paradoxalement les commandes sont venues de la Chine de Mao-Tsé-Tung et du Portugal de Salazar... parmi d'autres.

(2) voir sur ces grèves "Socialisme ou Barbarie" N° 18- janvier-mars 1956-

Il y a 40.000 mineurs de fer en Lorraine et aussi 40.000 habitants à St Nazaire; 800.000 habitants dans la Loire Atlantique et 875.000 en Moselle; la grève de Trieux contre les licenciements a duré 78 jours fin 63 (2). Il n'y a pas eu d'appel de Trieux, là (entre autres) où il s'est passé quelque chose; mais il y a l'appel de Nantes là où il ne s'est passé que peu de choses.

QUI A LANCÉ L'APPEL de NANTES ?

L'appel lui-même est présenté comme le fait de "syndicalistes révolutionnaires". Sous cette étiquette on trouve deux tendances:

- des trotskystes (3) qui ont la même conception léniniste de l'action que Voix Ouvrière et dont on peut dire des choses semblables, bien qu'ils soient d'un groupe différent.
- des anarcho-syndicalistes (groupes autour de l'Union Anarcho-syndicaliste UAS) (4) dont les théories s'apparentent à celles des autres groupes anarcho-syndicalistes, mais qui diffèrent de certains par la conception du "travail dans les syndicats"; dans la Loire Atlantique ils sont presque tous à Force Ouvrière.

Ce que ces deux noyaux ont en commun (on est bien forcé d'en parler en commun puisqu'ils agissent en commun- c'est la même conception révolutionnaire de l'action des minorités (n'a t-on pas entendu au cours d'une réunion tenue à Paris par ces deux groupes sur le thème de l'appel de Nantes, un orateur trotskyste déclarer qu'en 1955 à Nantes, c'étaient 50 militants qui avaient tout fait).

Ce qu'ils ont en commun aussi, c'est l'action dans les syndicats, quelques uns la CGT, mais le plus souvent FO; car les staliniens de la CGT ne peuvent admettre qu'un autre appareil tente de se substituer à eux et les exclus de la CGT se retrouvent à FO, dont les bureaucrates sont tout heureux d'accueillir des "militants révolutionnaires" qui donnent un vernis à leur syndicat; ils se retrouvent aussi tous deux dans la tendance Ecole Emancipée des Syndicats de l'Enseignement. (qu'est-ce qui les sépare de tous ceux qui ne sont pas dans ces groupes mais qui s'affirment aussi "syndicalistes révolutionnaires"; le plus souvent des variantes politiques marxistes ou anarchistes. Nous renonçons à démêler l'écheveau. Disons sommairement que pour les non-politiques (ceux qui n'oeuvrent pas pour un parti) le syndicalisme est une fin en soi (c'est le parti syndicat) et que pour les politiques, le syndicat est un milieu de propagande et d'agitation).

Le texte de l'Appel de Nantes a été signé de 135 militants de la Loire Atlantique. Retenons seulement le titre de propagande abusive du titre: "Les travailleurs de Nantes aux travailleurs de France " alors qu'il s'agit d'une infime minorité. C'est peu de chose, mais c'est révélateur des conceptions de ceux qui, toujours, s'identifient aux travailleurs: ils partagent cela avec toutes les organisations "ouvrières", syndicats, partis, ...

(1) Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière; ce fut une des machines de guerre trotskyste. Mais en Loire Atlantique, la participation des anarcho-syndicalistes lui donna une autre allure et une vie plus longue qu'ailleurs; il semble d'ailleurs que la formation de l'Union anarcho-syndicaliste (UAS) fut une réponse à la tentative de noyautage trotskyste.

(2) voir ICO N° 28- avril 64- page 16

(3) il s'agit de la fraction trotskyste appelée habituellement "groupe Lambert" qui publie le mensuel "Informations ouvrières" et la revue "La Vérité".

(4) UAS est un groupement de base anarchiste se donnant comme méthode le travail dans les syndicats

QUE CONTIENT L'APPEL DE NANTES ?

Faute de pouvoir tout citer, ça peut se résumer en :

- une analyse de la situation . C'est le style " la catastrophe est pour demain"; en voici quelques phrases: "70.000 travailleurs ont manifesté à Nantes contre la misère et le chômage... Les licenciements sont décidés par le patronat et le gouvernement... Pour abaisser le pouvoir d'achat de tous... demain ce sera Renault Berliet... les employés de la Sécurité Sociale, des banques, les fonctionnaires, le métro-bus, etc... la jeunesse pour une large part ne trouvera plus d'emploi..."

- une critique des centrales syndicales qui "doivent comprendre que la première condition pour organiser une lutte efficace contre le patronat et son état est qu'il faut prendre des options claires" (c'est-à-dire retrait des organisations économiques) qui "devraient diriger la lutte d'ensemble".

- un programme revendicatif: la tradition que l'on trouve partout en paroles 40h, lutte contre les mutations, intégration des primes dans le salaire horaire.

- une tactique de lutte: condamnation des grèves courtes et répétées
condamnation du "comité de défense avec les patrons et les curés, préparation d'un "combat d'ensemble".

- une conclusion: imposons aux syndicats de "diriger la lutte contre le régime capitaliste", pour le "contrôle des travailleurs sur les organisations" (cela est présenté sous le titre "les travailleurs doivent décider eux-mêmes").

Disons tout de suite que nous ne sommes pas d'accord.

- sur l'analyse économique: nous avons dit auparavant en quoi. C'est ridicule et nuisible aux travailleurs que de diffuser des textes avec des phrases comme celles-ci "il faut stopper la main criminelle du patronat qui pousse les travailleurs au chômage et à la misère".

- sur la critique des centrales syndicales: les syndicats ne peuvent pas "être au service des travailleurs". Cela ne se pose pas avec les appareils syndicaux actuels: ils sont entièrement aux mains de bureaucraties politiques ou confessionnelles qui en ont fait des machines solidement organisées, ayant une fonction dans l'état capitaliste et qui ne font que renforcer leur pouvoir dans le sens de cette fonction. Le contrôle des travailleurs sur les organisations est un mythe et ceux qui s'agitent en vain dans les syndicats (sauf parfois pour leur place) le savent parfaitement, mais il y sont pour tout autre chose.

- sur la tactique préconisée: il est faux de dire que les syndicats ne veulent pas le "tous ensemble"; ils le veulent seulement au moment choisi par eux, quand ils peuvent l'exploiter politiquement. En vue des élections de 1965, les syndicats et les partis essaient de répondre à la mystification gaulliste (le "tout va bien pour tous") par une autre mystification (le "tout va mal" et le "tous ensemble", des indépendants au PC contre De Gaulle. Imposer le "tous ensemble le même jour" (sous entendu aux organisations) c'est faire le jeu des organisations: c'est faire croire qu'on peut attendre d'elles un mouvement de classe, c'est renforcer l'action des partis et des syndicats. C'est comme en 36, comme en 45, préparer de nouvelles chaînes pour toute action ouvrière future.

POURQUOI L'APPEL DE NANTES ?

La campagne sur l'appel de Nantes : Pour avoir cru qu'ils pouvaient développer une action comme celle de 55 ,les militants "syndicalistes révolutionnaires" de Nantes se sont trouvés en porte à faux par rapport aux travailleurs dont ils méconnaissaient les aspirations réelles ,ce qui a permis à l'appareil syndical de les exclure de la CGT "administrativement" .Ce n'est ni la première fois,ni la dernière. De notre point de vue ,c'est sans importance parce que nous ne considérons pas que la lutte de classe passe par les syndicats ,par une organisation extérieure aux travailleurs Mais nous comprenons fort bien l'ampleur de leurs protestations ,puisque pour eux , l'action dans les syndicats est essentielle.Il est sans intérêt de discuter des "pratiques antidémocratiques " de la CGT en ces occasions: un syndicat n'est pas fait pour être démocratique ,mais pour faire adhérer les travailleurs à une politique ; nous sommes solidaires des travailleurs victimes des manoeuvres patronales ou syndicales qui aboutissent à briser ou à faire dévier leurs luttes ;nous ne sommes pas solidaires de militants exclus du syndicat pour avoir tenté d'utiliser l'appareil pour leurs mots d'ordre à eux .

La sincérité des militants n'est pas en cause ,mais l'appel de Nantes procède d'un véritable bluff .Qui nous fera croire que 135 signatures représentent les 70.000 qui manifestaient à Nantes ? Qui nous fera croire qu'on obtiendra par une campagne autour d'un appel (la même tactique que celle des pétitions syndicales) un résultat que deux mois de "luttes " en Loire Atlantique ou un mois de grève des mineurs n'ont pas obtenu ?

Le "tous ensemble " ,s'il est l'effet d'une propagande , ce sera alors celui des organisations et non celui des travailleurs ,même si ce sont eux qui forment l'infanterie .Si les travailleurs eux mêmes ne déclenchent pas d'action de solidarité ,si des travailleurs en lutte n'appellent pas eux mêmes à cette solidarité, personne d'autre ne peut le faire pour eux.Nous pouvons seulement nous mettre à leur disposition s'ils sont décidés eux mêmes à agir.

La campagne sur l'appel de Nantes ,c'est en fin de compte le schéma classique de propagande et de recrutement pour organisations,tel qu'on en retrouve de temps à autre.

La réunion publique tenue sur ce thème ,à la suite de la campagne de diffusion et de signatures ,le 19 juin ,nous a permis d'être édifiés sur ce point. Ce sont les mêmes discours enflammés et ennuyeux qui n'apportent rien d'autre que ce qui a été écrit.Pourtant il y avait plus de 300 présents, en majorité des jeunes; il n'en est sorti que la promesse d'un comité de plus ,formé par quelques organisations ayant des buts semblables et une collecte nouvelle de noms et d'adresses .

POURQUOI TOUTES CES CRITIQUES DE NOTRE PART ?

Un camarade de Nantes nous a écrit à ce sujet:

" il est certain que cet appel a considérablement emmerdé tous les cocos style CGT; dans ce sens ,ce ne fut pas un mal ".

Pour nous ,ceci est hors de nos préoccupations ; nous ne jouons pas avec les appareils syndicaux; ils existent ,ils dominent notre vie de travailleurs, comme la direction ,la police, etc... Nous les avons en face de nous,nous luttons contre eux ,nous ne pouvons pas les ôter de notre vie quotidienne ;mais en dehors de cela, ils nous sont étrangers et nous n'avons pas plus envie de les emmerder que de les remplacer .

Il ne manque pas de travailleurs éliminés d'une manière ou d'une autre par les bureaucraties syndicales ;c'est monnaie courante.Nous pensons que c'est

beaucoup d'honneur pour un travailleur d'être exclu pour une action ouvrière, mais que cela n'a pas de sens de l'être pour avoir voulu prendre des places dans la hiérarchie syndicale, ou d'avoir voulu substituer ses mots d'ordre à ceux des dirigeants du syndicat. Cela ne vaut pas tout ce bruit, et ne gêne nullement la lutte, car elle ne passe pas par les syndicats. Evidemment, c'est notre opinion.

Par contre, cette campagne s'explique parfaitement si l'on considère très important pour son organisation ou sa tendance d'avoir des places dans l'appareil syndical, d'apparaître comme ayant été les "organiseurs" de la lutte; on comprend alors la colère de ceux qui perdent ainsi en quelques jours le fruit de patients et souterrains efforts suivis pendant des années.

Pour nous, la question de l'appel de Nantes met en cause deux problèmes très importants, et c'est pour cela que nous en parlons longuement, malgré les échos insignifiants rencontrés dans les entreprises:

- où se situe la lutte de classe aujourd'hui?
- que pouvons-nous faire?

C'est parce que les camarades qui ont lancé cet appel refusent de voir les transformations de la société capitaliste qu'ils prennent ainsi, dans les événements présents, des positions ambiguës qui passent à côté de ce que pensent et font les travailleurs.

Nous ne pouvons répondre en quelques lignes à ces questions, mais elles sont déterminantes quant à l'engagement de chacun.

Nous n'avons pas de réponse personnelle. Nous constatons seulement que bien peu apportent une vue d'ensemble capable de satisfaire les interrogations qui naissent de notre affrontement quotidien avec une réalité mouvante sur laquelle les uns essaient de plaquer un masque immuable et les autres de fixer des lignes sans cesse mouvantes. Personne en réalité ne semble capable de dégager une vision cohérente.

Il importe que chacun de nous y réfléchisse et essaie d'apporter sa contribution personnelle à un approfondissement et à une discussion.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER